

P103/97C

K0226540

IDENTIFICATION: 0097 29/10/93

DUREE: 60 MIN

QUALITE: BONNE

TRANSMISSION: RTLM

NOM DU TRANSCRIPTEUR: BEATRICE MUSHONGANONO

DATE DE TRANSCRIPTION: 22/11/2001

DICTAPHONE: SANYO: MODEL NO. TRC-8080
SERIAL NO: P8806620

ICIR-99-52-T
PROS. EXH. P103/97C

TRANSCRIPT EN KINYARWANDA

(VERSION REVISEE DE K020-5501)

FACE A

K0226841

Orateur : Noël HITIMANA :

(INCOMPLET)...annonce à ceux qui aiment lire les journaux et à ses fanatiques que le premier numéro, 0093 (sic) est sorti vendredi, le 29 octobre 93. Informez-vous auprès de votre distributeur habituel et lisez le journal Power.

Un autre communiqué : Etant donné l'insécurité et la période de deuil que nous vivons, les dirigeants du parti MRND, en collaboration avec les dirigeants des Interahamwe, ont décidé d'annuler la marche qui avait été prévue cette semaine, le 31 octobre de cette année. Fait à Kigali, ce 29 septembre de l'année en cours. Ce communiqué a été signé pour la direction du parti MRND, par le Président Mathieu NGIRUMPATSE et pour la direction des Interahamwe, par le Président Robert KAJUGA.

...Un parent qui vient de nous téléphoner. « Dites-moi, Noël, hum. », dit-il, « Vous dites que nous sommes en période de deuil, que nous sommes tristes ; votre musique des jeunes, cette musique au tempo fort, cette musique qui pousserait plutôt les gens à la danse ; je viens d'arriver à la maison et j'ai entendu cette musique à la RTLM. Elle m'a choqué. »

Je lui ai répondu ceci : « Comme je l'ai déjà dit, dans la culture rwandaise il est normal et il arrive que, même si des gens sont dans un deuil, attristés, pleurant sous le coup de la peine comme nous le sommes actuellement, quelqu'un prenne une harpe et la joue ; les gens l'écoutent attentivement même s'ils sont tristes. Et d'ailleurs c'est une question de

sentiments et ceux-ci sont dans le cœur. Cela ne veut pas dire que pendant cette période les gens ne doivent pas rire. Néanmoins, la RTLTM est aussi en deuil. »

Comme nous l'avons déjà déclaré, la RTLTM est une radio qui donne la parole à tout le monde. Mais évidemment, comme vous pouvez l'entendre, il est en train de pleuvoir... Personne qui ne désire pas garder le silence, doit savoir qu'il dispose d'un droit de réponse. Il peut demander des explications ou il peut demander de faire des commentaires faits à son endroit.

Chanson : Je déteste les Hutus (par Simon BIKINDI).

Je déteste les Hutus, je déteste ces espèces de Hutu qui ont renié leur identité, chers camarades

Uuu, que dites-vous MUTABA ?

Dites, laissez-moi en parler, mon cœur est plein d'amertume,

Laissez-moi leur dire pourquoi je les déteste.

Laissez-moi en parler mon cœur est plein d'amertume,

Laissez-moi leur dire pourquoi je les déteste.

Moi je déteste les Hutus qui n'aiment pas leur ethnie, être de vrais Hutu

Là, je suis d'accord avec vous.

Moi je déteste les Hutus qui ont un grand mépris des gens, (incompréhensible) qui méprisent les autres Hutus, chers camarades,

Moi je déteste les Hutus, les Hutus aux gros ventres, qui ne pensent qu'à remplir leurs estomacs,

Qui ne vivent que de clientélisme et de flagorneries, chers camarades..

Qui pourrait vous condamner pour cela ?

Si je déteste ceux-là, tant mieux ! Si je les déteste, tant mieux.

Notre chance c'est qu'ils sont peu nombreux chez nous, chers camarades.

Ils sont peu nombreux chez nous ceux qui ont perdu le nord (inaudible)

Chers camarades, notre chance c'est qu'ils sont peu nombreux chez nous.

Uuu, chers camarades, les caprices du bébé attristent sa maman et donnent des soucis à son papa.

Le têtue a donné naissance au têtue, qui ne prend pas soin de soi, ne peut pas prendre soin des autres, la brousse a produit le hibou, chers camarades

La vérité triomphe de tout et la dire n'empêche pas les relations de bon voisinage, chers messieurs !

Je m'adresse à ceux qui saisissent (inaudible), à bon entendeur (inaudible) !

(Strophe incompréhensible)

Moi je déteste ces espèces de Hutu, moi je déteste ces espèces de Hutu qui vont(inaudible)

Moi je déteste les Hutu, des Hutu qui marchent à l'aveuglette,

Comme des imbéciles

Des espèces de Hutu naïfs qu'on manipule et qui s'entredéchirent, qui s'engagent dans une guerre dont ils ignorent la cause, chers camarades.

Et ils s'entretuent.

Ne pensez-vous pas que c'est une abomination ?

K0226844

Moi je déteste le Hutu, le Hutu qu'on achète pour tuer et qui tue un Hutu, chers camarades.

Je te jure !

Si je déteste ceux-là, tant mieux, si je les déteste, tant mieux.

(Incompréhensible)

Notre chance c'est qu'ils sont peu nombreux chez nous, chers camarades.

Notre chance c'est qu'ils sont peu nombreux chez nous, chers camarades

Le têtù a donné naissance au têtù. Qui ne prend pas soin de soi ne peut prendre soin des autres, la brousse a produit le hibou, chers camarades.

La vérité triomphe de tout et l'exprimer n'empêche pas les relations de bon voisinage, chers messieurs !

A bon entendeur, à bon entendeur, à bon entendeur....

Strophe incompréhensible)

Moi je déteste les Hutus, ces Hutus ...(inaudible) qui ne se rappellent pas (inaudible) ...de Muramira,

Qui ne se rappellent pas comment il est mort, qui ne se rappellent pas de quel genre de mort l'a emporté, pour qu'ils se rappellent comment il est mort, mon enfant.

Moi je déteste les Hutus, ces Hutus qui ne souviennent pas, qui ne se souviennent pas de Mashira Ya Sabugabo là à Nyanza ,

Pour qu'ils se souviennent de sa mort, de quel type de mort l'a emporté.

K0226845

Leur manque d'intelligence le leur permettrait-il ?

Moi je déteste les Hutus, ces Hutus sans mémoire, qui ne se souviennent pas de Nyagakecuru de Bisi bya Huye,

Qui ne se rappellent pas de quel genre de mort l'a emportée, qui ne se souviennent pas de la cause de sa mort, chers camarades.

Y-t-il quelqu'un qui se pose des questions là-dessus ?

Moi je déteste les Hutus, ces Hutus sans mémoire, qui ne se souviennent pas de cette parole

qui dit : « **Incompréhensible**) »

Moi je déteste les Hutus, ces Hutus qui ne se souviennent pas de Rukara Rwa Bishingwe, de son fils Basebya et de Ndungutse à Ruhengeri de Murera, pour qu'ils se rappellent de quel genre de mort les a emportés.

Oui, c'est vrai, mon enfant !

Ces Hutus qui ne se souviennent pas de Rukara Rwa Bishingwe, pour qu'ils se rappellent sa pendaison !

Pour qu'ils se rappellent du genre de mort a emporté son fils Basebya et Ndungutse à Ruhengeri de Murera.

La trahison de (inaudible)

Si je déteste ceux-là, tant mieux, si je les déteste, tant mieux.

Notre chance c'est qu'ils sont très peu nombreux chez nous, chers camarades

Notre chance c'est qu'ils sont très peu nombreux chez nous, chers camarades

Le têtù a donné naissance au têtù ; qui ne prend pas soin de soi ne peut pas prendre soin des autres ; la brousse a produit le hibou, chers camarades.

K0226846

La vérité triomphe de tout et l'exprimer n'empêche pas les relations de bon voisinage,

Chers messieurs !

Je m'adresse à ceux qui saisissent

(Strophe incompréhensible)

Moi je déteste les Hutus, moi je déteste les Hutus qui ne mettent pas dans un coin le Hutu

fautif pour le corriger et faire perdurer l'unité, chers camarades.

Au lieu de cela, ils l'embrassent..

Moi je déteste les Hutus, moi je déteste les Hutus qui ne mettent pas dans un coin le Hutu

fautif pour le corriger et faire perdurer l'unité, chers camarades.

Rien que le ventre !

Si je déteste ceux-là, tant mieux, si je les déteste, tant mieux.

Si je déteste ceux-là, tant mieux, si je les déteste, tant mieux.

Notre chance c'est qu'ils sont très peu nombreux chez nous, chers camarades

Noël HITIMANA :

(Sur fond musical) (inaudible) ... (inaudible) ... vous ne savez pas ce qui s'est passé à

Nyamirambo ? (inaudible) arrêter Faustin TWAGIRAMUNGU (inaudible)

Chanson : (je déteste les Hutus)

K0226847

Noël HITIMANA :

Bikindi dit : « A bon entendeur ! » A bon entendeur ! Mais est-ce qu'ils saisissent tous ? Hum ! Saisissent-ils tous ? S'ils avaient prêté l'oreille depuis longtemps, les problèmes qu'ils ont au Burundi n'auraient pas lieu. Comme l'a dit Kantano ce matin relativement aux problèmes actuels du Burundi. Him... Ils auraient dû écouter, ils auraient dû écouter en ce moment là, car leurs problèmes ne datent pas d'hier. Ce matin Kantano a tenu ces propos : « Le 13 octobre 1961 euh, euh...RWAGASORE, le Prince Louis RWAGASORE a été assassiné par d'autres princes qui avaient pourtant les mêmes idées que lui. Pourtant, c'était un Tutsi qui voyait loin comme les RUDAHIGWA. Il a défendu les autres et il avait épousé une femme Hutue. Après sa mort, ses assassins sont revenus, ont pris son épouse et l'ont attachée à un véhicule et l'ont traînée sur la route jusqu'à ce que mort s'en suive. Hum ! Ses enfants ont été tués à coups d'épées. » Il a continué en disant : « Le 10 septembre 1965, le Premier ministre Pierre NGENDANDUMWE a été tué par des malfaiteurs qui n'ont jamais été recherchés pour qu'ils soient traduits en justice. Il n'y a aucun doute, son seul crime était d'être Hutu. Son assassin était un Tutsi du nom de Gonzalve MUYENZI.

Depuis l'accession du Burundi à l'indépendance, tous les officiers supérieurs de l'armée sont des Tutsis parce que les Belges ont fermé les portes des académies militaires aux Hutus. Ils se sont tout de suite mis de connivence avec l'UPRONA pour tuer même le peu de militaires qu'il y avait ; ils ont également tué les autres Hutus instruits et les hommes d'affaires.

K0226848

En octobre 1965, ils ont inventé un complot soit disant que les Hutu avaient voulu faire un Coup d'Etat et ils en ont profité pour exterminer les parlementaires et les sénateurs.

En juillet 1969, MICOMBERO a tué dès leur retour au pays les officiers militaires Hutus qui étaient sortis surtout des écoles belges (passage inaudible sur fond musical) et d'autres Hutus qui fréquentaient l'Ecole supérieure militaire, (inaudible sur fond musical) en juin 1988, ils ont contraint plus d'une soixantaine à prendre le chemin de l'exil.

Trois présidents Tutsis ont été renversés au Burundi: MICOMBERO, BAGAZA et BUYOYA qui a été renversé par la démocratie (inaudible). Mais le Hutu NDADAYE, élu par l'écrasante majorité des Burundais, devait mourir à tout prix ! Pourtant de ces Tutsis, que ce soit MICOMBERO, BAGAZA ou BUYOYA, personne n'a été tué après avoir été renversé du pouvoir.

Que le sang de NDADAYE et des autres qui ont été sacrifiés à l'autel de la démocratie, soit le dernier à être versé au Burundi. Nous ne pouvons rien ajouter d'autre, sauf une nouvelle qui nous parvient du Burundi, que nous venons de lire dans une dépêche de l'AFP, : «Des gens ont été exterminés sur deux-tiers du Burundi, deux-tiers du territoire burundais ; (suit une phrase incompréhensible)..., mais partout le pays est à feu et à sang » (musique classique)

Gaspard GAHIGI :

RTLTM, bonjour.

K0226849

Nestor MUTABAZI :

Il y eut des pactes de sang, on s'invitait les uns les autres ; personne ne se plaignait. Cependant, la situation a commencé à être plus claire après les élections, à la victoire du parti FRODEBU. C'est à ce moment là qu'on voyait un groupe de gens qui disaient : « Ces FRODEBU ont remporté la victoire sur nous parce que ce sont des Hutus ; ils ont mis au monde beaucoup d'enfants, ils sont plus nombreux que nous. Ce ne sont pas les votes qui ont décidé de l'issue des élections, mais c'est plutôt la victoire de l'ethnie. » D'autres disaient : « Nous ferons de notre mieux pour réduire leur nombre pour atteindre, dans les cinq années à venir une égalité numérique des deux ethnies.

D'autres disaient : « Le Président NDADAYE ne fera pas trois ou quatre mois. » Vous constaterez que tout cela était dit, semble-t-il pour « nuire aux hauts responsables et aux commerçants », mais vous voyez que c'était en fait des actes de génocide.

Cependant, j'aimerais dire à mes auditeurs, que le parti FRODEBU compte, comme vous le savez tous, des Tutsis dans ses rangs. Mais ne croyez pas que ceux-là ont la vie facile ces temps-ci.

Ce qui est encore triste, c'est qu'un Hutu de petit rang, qui n'est pas comme les NGEZE, et qui est dans l'UPRONA, n'est pas épargné ; ils le tuent. Je pense que vous comprenez que c'est un plan qui a été préparé quand nous étions encore dans la campagne

électorale.... le plan qu'ils avaient prévu d'exécuter au cas où la victoire du FRODEBU serait acquise.

Gaspard GAHIGI :

Ceux-là qui disaient que feu Melchior NDADAYE, « ne ferait pas trois mois », que le FRODEBU « ne ferait pas trois mois », que le FRODEBU a remporté la victoire parce que « les Hutu sont nombreux », qui étaient-ils ? Etait-ce des citoyens ordinaires ou des autorités ?

Réfugié Burundais :

Ce sont surtout les représentants du parti UPRONA et d'autres qui sont d'anciens militaires.

Gaspard GAHIGI :

Revenons sur votre fuite. Comment avez-vous pu entrer au Rwanda, puisque vous avez dit que les militaires attendaient les gens à la frontière ?

Nestor MUTABAZI :

Relativement à ma fuite, je vous ai dit que quand je suis arrivé à la commune, j'ai appris que j'étais recherché sous prétexte que j'avais incité la population à la rébellion, alors que ce n'est pas moi qui avais préparé le Coup d'Etat. J'ai eu peur et j'ai pris la moto de service que j'avais utilisé toute la journée et j'ai fui. Il ne se sont pas rendu compte de ma fuite puisqu'ils croyaient que je m'étais rendu dans les régions rurales pour évaluer la situation. Dans ma fuite, j'ai passé la nuit chez quelqu'un tout près de la frontière entre le Rwanda et le Burundi, non loin de Gashora et un endroit appelé Rweru. Je suis reparti

entre deux heures et trois heures après minuit, ensuite j'ai traversé la forêt jusqu'au Rwanda.

Gaspard GAHIGI :

Monsieur Nestor MUTABAZI, il y a un Burundais que j'ai rencontré à l'aéroport de Bruxelles qui m'a dit que toutes les atrocités qui ont été commises au Burundi ont eu pour origine le problème de propriétés foncières, que vous appelez « **amatongo** ». En effet, après sa victoire électorale, Feu NDADAYE a invité ceux qui avaient fui en 1972 à rentrer au pays. J'ai appris que certaines personnes étaient opposées au retour de ces exilés. Cette personne m'a d'ailleurs appris que ces propriétés abandonnées par leurs propriétaires étaient occupées par quelques-uns ou plusieurs de ces militaires responsables de ces atrocités et que ces militaires ne voulaient pas que les propriétaires rentrent. On dit donc que cela pourrait être la cause des atrocités. Je voudrais que vous expliquiez à nos auditeurs le problème des « **amatongo** » que nous appelons en Kinyarwanda « **amasambu** »

Nestor MUTABAZI :

Le problème des « **amatongo** » dans la commune de Busoni pourrait être parmi les causes du Coup d'Etat qui a renversé le président Melchior NDADAYE, sapant ainsi la démocratie. Parmi ceux qui ont voulu renverser le pouvoir, vous auriez entendu parler de Jean baptiste MANWANGARI, qui était ministre de la Justice du gouvernement précédent. Celui-ci est en effet quelqu'un, en ce qui concerne ce problème de propriétés foncières (Note du traducteur : ici l'orateur ouvre une parenthèse)...Au retour des nôtres,

qui rentraient de l'exil, nous avons mis sur pied des commissions chargées des questions des propriétés foncières appartenant à ceux qui avaient fui vers le Rwanda, vers la Tanzanie dans les années 72, 88, 91. Nous essayions de voir le nombre de propriétés que quelqu'un possédait et quand nous constatons qu'il en avait quatre, cinq alors que quelqu'un d'autre qui rentrait d'exil au Rwanda n'avait pas où loger alors qu'il avait laissé une propriété, une plantation de café, une maison ainsi que beaucoup d'autres biens, nous faisons tout pour trouver un terrain d'attente entre ces deux personnes. Nous n'avons fait déguerpir personne qui occupait une de ces propriétés.

Mais ce MANWANGARI est venu dans une localité du Secteur de Marambo, qui est frontalière de la commune de Ngenda et, après avoir rassemblé les gens qui occupaient les propriétés des exilés de 1972 et les membres de son parti UPRONA, il leur a tenu ce discours : « Ces prétendues autorités communales n'en sont pas. Si ces gens reviennent avec leurs méprisables comités soit dit pour étudier la question des propriétés, défendez-vous, sinon c'est votre affaire, car vous perdrez ces propriétés. » Vous comprenez donc que la question des propriétés posait des problèmes surtout dans la commune de Busoni, dans la province de Kirundo.

Gaspard GAHIGI :

En votre qualité d'assistant bourgmestre, quelle fut la réaction des autorités pour mettre fin avant qu'il ne soit trop tard, aux agissements de cet homme qui répandait ce mauvais climat ?

K0226853

Nestor MUTABAZI :

Je voudrais vous informer qu'il était parlementaire. Mais...

Gaspard GAHIGI :

Est-ce qu'un parlementaire, c'est la même chose qu'un député (inaudible)

Nestor MUTABAZI :

Oui, c'est un député ; cet homme représente la population (inaudible), il est du parti UPRONA. La raison pour laquelle je vous ai dit qu'il était difficile de découvrir ce qui se tramait pour que les responsables soient punis... ; vous savez que les parlementaires ont des lois qui les régissent ; la preuve qu'il était en train de préparer ces « choses » est qu'il circulait dans les secteurs et dans les zones à notre insu. Nous pouvions apprendre qu'il avait passé la nuit à un tel endroit et qu'il était retourné à Bujumbura. Il quittait Bujumbura sans passer par la zone, par la commune, par la province et il se rendait là où il voulait se rendre pour clamer l'inutilité des autorités. Il est clair qu'il était difficile de bien connaître ses agissements (inaudible). Et d'ailleurs, je vous dis que ce jour là je l'ai croisé en me rendant dans la localité de Bishisha pour apporter des vivres aux gens rentrés d'exil. Je ne l'ai pas vu en personne, mais j'ai vu son véhicule ; cependant il est venu le soir chez l'Administrateur pour lui dire que la situation s'empirait dans sa commune.

Gaspard GAHIGI :

K0226854

Huum. Il a dit : « La situation se détériore » Effectivement la situation au Burundi se détériore. Je pense que vous savez comment dans l'histoire du Burundi ces questions ont revêtu un cachet ethnique au point que les gens se sont retournés les uns contre les autres, avec comme résultat mort d'hommes. Nous nous rappelons des événements récents Ntega-Marangara et voilà que ça recommence. Je voudrais donc vous demander comment, à votre avis, le problème du Burundi va être résolu ?

Nestor MUTABAZI :

A mon avis, moi j'ai 28 ans au Burundi. J'ai commencé l'école primaire en 1972. Les militaires venaient et prenaient un enseignant en disant qu'ils allaient le ramener. Le lendemain, ils nous amenaient un autre enseignant. Ils le prenaient aussi. Le surlendemain, ils nous amenaient un autre et prenaient ce lui qui était là. Qui envoyaient ces militaires ? Ils étaient envoyés par leurs chefs.

J'ai terminé mes études pédagogiques en 1988, car j'ai suivi la section pédagogique. La situation n'a pas changé. Les militaires ont tué des Hutus.

En 1991, lorsque BUYOYA a voulu s'entretenir avec les représentants du PARIPEHUTU en Suisse, à Bujumbura les gens ne voulaient pas de ce genre de pourparlers de paix. Ils ont profité de cette situation pour causer des troubles qu'ils ont mis sur le dos du PARIPEHUTU. Il y a quelques temps nous sommes entrés dans le multipartisme et nous avons participé aux élections ; dans ces élections, nous avions peur

K0226855

des militaires mais l'on nous avait assurés de leur neutralité. Il y a eu des élections et vous savez qu'on a cherché à assassiner le président Melchior NDADAYE avant qu'il ne devienne président. Malgré cette situation, nous avons participé aux élections et nous et la démocratie, avons vaincu. Il est très clair que cela n'a pas empêché les Tutsi Burundais de continuer à penser que le Hutu est un idiot et qu'ils réduiraient au néant tout ce qu'il accomplirait, tout le fruit de son intelligence.

C'est pourquoi, en réponse à votre question, je dirai que le problème du Burundi ne sera jamais résolu. En ce qui concerne l'armée comme vous l'entendez sur toutes les bouches, ce problème nous a choqué, il nous a attristé. Le problème du Burundi ne sera jamais débattu au grand jour, (incompréhensible) comme c'est le cas dans l'armée. Cette situation restera un casse-tête.

Gaspard GAHIGI :

Oui, effectivement il y en a qui disent que l'armée devrait être dissoute et qu'on devrait en former une nouvelle au sein de laquelle toutes les ethnies seraient représentées. Il y a d'ailleurs quelqu'un qui m'a dit qu'au Burundi on allait procéder au recrutement de militaires par commune. Cette histoire de recrutement par commune est-elle vraie ? Que pensez-vous de l'idée de la dissolution de l'armée pour que le problème soit résolu ? Quelle est votre opinion là-dessus ?

Nestor MUTABAZI :

A mon avis, cela est vrai et on en a besoin. Quand vous êtes originaires de la région de Kirundo et que vous voulez entrer dans l'armée, on vous convoque tous et vous vous présentez, on vous enregistre et vous faites le concours de sélection. Mais plus tard, vous apprenez qu'un tel, fils d'un tel, est militaire.

FACE B

Orateur : Gaspard GAHIGI :

Est-ce un problème administratif ou militaire ? Ou les deux ?

Nestor MUTABAZI :

Comme vous venez de le dire, le problème du Burundi est plutôt complexe. C'est autant un problème ethnique que militaire. Les Tutsis considèrent que l'UPRONA est principalement leur parti. Un Hutu qui en est membre n'a pas ce qu'on appelle en français « des avantages ». Il n'y a que des Tutsis qui roulent dans les véhicules de ce parti. Ne voyez-vous pas que c'est dans ces véhicules du parti qu'ils fomentent des complots pour exterminer les Hutus, jusqu'à même tuer un bébé dans le ventre de sa mère. Certains font irruption dans des écoles, sélectionnent les Hutus et les amènent.

Gaspard GAHIGI :

Comme vous venez de l'entendre, la question burundaise continue à (interruption)... nous avons reçu un réfugié du nom de Nestor originaire de la commune de Busoni.

J'ai la chance d'avoir en ligne son Excellence Monsieur Etienne MVUYEKURE, qui est Secrétaire Général du parti RPB, Rassemblement du Peuple Burundais. Il se trouve à

Bujumbura et j'ai donc la chance de l'avoir en ligne. J'aimerais qu'il nous décrive la situation actuelle à Bujumbura. Etienne.

Etienne MVUYEKURE :

Merci beaucoup. Ici au Burundi, nous avons tous peur, les gens ont tous peur et ils s'inspirent une peur mutuelle. Personne n'ose s'adresser à quelqu'un pour le saluer et causer normalement. On ne voit pas de militaires lourdement armés comme nous avons l'habitude d'en voir, car la plupart portent des habits civils. Ils viennent et se mêlent à la population, circulant en souriant, mais à la tombée de la nuit, ce sont des cris que l'on entend. Beaucoup de militaires, en compagnie d'Inyenzi, des Inyenzi réfugiés rwandais, car ce sont eux qui viennent montrer à ces militaires les résidences de leurs voisins Hutus, en leur demandant de tuer celui-ci, de tuer celui-là....

Gaspard GAHIGI :

Ceux que vous avez appelés Inyenzi, s'agit-il des réfugiés rwandais qui habituellement résident à Bujumbura ?

Etienne MVUYEKURE :

Tout à fait. Ce sont ceux qui résident ici dans les quartiers de Bujumbura. Ce sont eux qui travaillent actuellement avec les militaires.

Gaspard GAHIGI :

Vous venez de dire que les militaires portent des vêtements qu'au Rwanda on appelle des habits civils.

Etienne MVUYEKURE :

Hum.

K0226858

Gaspard GAHIGI :

Ils passent la journée à se promener. Comment savez-vous que ce sont des militaires ?

Etienne MVUYEKURE :

On les reconnaît parce que certains parmi eux ne cachent pas leurs souliers. On en voit qui portent des bottes militaires étant donné qu'à certains endroits le sol est glissant ; et il y en a d'autres que nous connaissons, dont les visages nous sont familiers. Ensuite on les voit en costumes civils.

Gaspard GAHIGI :

Il y a des nouvelles que nous recevons actuellement, surtout des stations de radio étrangères, il y a d'ailleurs aussi un journaliste d'une Radio française qui a dit ce matin qu'il a survolé le Burundi à bord d'un avion de la Croix Rouge et qu'il a vu de la fumée, des cadavres ; il y a également une religieuse qui, au bord des larmes, a parlé à la Radio française disant qu'on était en train de brûler des gens, qu'ils ont fait ceci ou cela. Vous qui pouvez sortir, constatez-vous quelque chose ? Pourriez-vous nous en parler ?

Etienne MVUYEKURE :

Ici à Bujumbura, nous voyons des avions survoler la ville et disparaître au-delà des montagnes qui la surplombent. Ensuite nous les voyons revenir un court instant plus tard, mais nous ne connaissons pas leurs missions. Cependant, nous pensons qu'ils n'ont d'autre mission que de jeter des bombes dans les provinces de l'intérieur du pays.

Gaspard GAHIGI :

S'agit-il des avions militaires ?

Etienne MVUYEKURE :

Des hélicoptères militaires.

Gaspard GAHIGI :

Des hélicoptères ?

Etienne MVUYEKURE :

Oui.

Gaspard GAHIGI :

Oui ! Mais alors,

Etienne MVUYEKURE :

Oui.

Gaspard Gahigi:

que ... vous, vous avez assisté aux événements?

Etienne Mvuyekure:

Oui.

Gaspard GAHIGI:

Dites-nous, dites aux Rwandais, vous, vous êtes le Secrétaire Général du parti, vous êtes un homme politique intelligent, dites à nos auditeurs, aux auditeurs de la radio RTLM ce que vous avez constaté, comment se sont déroulées les tueries.

Etienne MVUYEKURE:

Oui. Les tueries n'ont pas été différentes de celles qui sont perpétrées d'habitude, parce qu'elles procèdent des problèmes ethniques, les Tutsis cherchant toujours à opprimer les Hutus. C'est ça le problème. Et alors (silence)

Gaspard GAHIGI:

Oui, poursuivez, poursuivez, je vous entends.

Etienne MVUYEKURE:

K0226860

Oui.

Gaspard GAHIGI:

Oui, continuez, on nous entend.

Etienne MVUYEKURE:

Oui. Alors, cela fait partie d'un plan dont on parle ...mais pas de manière explicite et que l'on attribue à SIMBANANIYE et à ses collaborateurs. Il s'agit des mêmes personnes qui ont exécuté ce plan dans le passé et ce sont toujours les mêmes personnes qui recommencent, qui recommencent toujours.

Gaspard GAHIGI:

Mais feu Melchior NDADAYE disait que "sa politique n'était pas une politique de discrimination ethnique". A votre avis, ces Tutsis ont-ils pensé qu'il allait pratiquer la discrimination ethnique? Ou bien ils n'ont pas voulu partager le pouvoir?

Etienne MVUYEKURE:

En réalité, ils voulaient reprendre le pouvoir pour mettre leur plan en exécution sans entraves, sans obstacles. Et pour s'emparer du pouvoir, ils ont utilisé les armes, ils ont tué, parce qu'ils n'ont pas pu réussir par la voie convenable de la démocratie.

Gaspard GAHIGI:

Et vous qui ne vous êtes pas enfuis ... vous vous cachez maintenant ou ...? Quelle est votre situation?

Etienne MVUYEKURE:

Relativement à la situation qui règne ici à Bujumbura, l'on constate que la plupart des gens ...vont (inaudible); on peut les voir, par exemple (inaudible), ils font des provisions (incompréhensible), ils se cachent, par exemple vous voyez quelqu'un à un endroit, et le

lendemain, vous le voyez ailleurs, vous ne pouvez pas savoir s'il a une maison où il rentre. Bref, nous passons les nuits à des endroits différents.

Gaspard GAHIGI:

(inaudible)

Etienne MVUYEKURE:

(inaudible) nous ne passons pas les nuits au même endroit (inaudible) et d'ailleurs, la plupart savent qui sont ces ennemis; J'ai déjà dit que les militaires se déguisent en portant des habits civils. Maintenant, il y a même ceux qui les aident, qui les hébergent et ils habitent dans les quartiers. Ils habitent dans les quartiers; nous en connaissons même qui sont dans le voisinage. Il y a un certain Sylver SIKUBWABO qui habite à la 8ème rue, il est commerçant dans la zone de Bwiza, nous venons d'apprendre qu'il héberge des militaires chez lui. C'est lui que nous connaissons mais ...je pense qu'il y a beaucoup d'autres personnes qui font la même chose.

Gaspard GAHIGI:

D'après les informations qui nous parviennent ici à Kigali, la situation est très mauvaise dans les provinces; il y aurait de la fumée partout; les gens s'entretuent, on voit des cadavres ; est-ce qu'à Bujumbura, vous recevez beaucoup de nouvelles en provenance des provinces?

Etienne MVUYEKURE:

Il nous est difficile de connaître les nouvelles des provinces parce que les téléphones ne fonctionnent pas bien et les routes ne sont pas sûres; peu de personnes peuvent quitter les provinces de l'intérieur et arriver ici à Bujumbura. Mais nous avons déjà appris ce qui s'y

K0226862

passé, concernant ces atrocités. Certaines régions ont été réduites en cendres, ce ne sont plus que des cendres. Il s'agit de quelques régions en fait. Dans les autres régions, ils font sortir celui qu'ils veulent tuer, comme quelqu'un qui choisit dans son troupeau la bête qu'il veut abattre!

Je viens d'apprendre, par exemple, que le gouverneur de la province de Gitega, aurait été assassiné ...après son assassinat, je viens d'apprendre que beaucoup d'habitants de Gitega (interférence de voix).

Gaspard GAHIGI:

"Kugandagurwa", "kugandagandakurwa" (sic), cela signifie-t-il le tuer?

Etienne MVUYEKURE:

Oui, il est mort.

Gaspard GAHIGI:

Oui.

Etienne MVUYEKURE:

SURWAVUBA est mort... non, plutôt Malachie NUGWAKERA.

Gaspard GAHIGI:

Hum.

Etienne MVUYEKURE:

Malachie NUGWAKERA a été assassiné.

Gaspard GAHIGI:

Oui,

Etienne MVUYEKURE:

Ainsi que l'administrateur de la commune de Gitega.

Gaspard GAHIGI:

Ah, oui! Puisque vous êtes un homme politique, j'aimerais vous demander,

Etienne MVUYEKURE:

Oui,

Gaspard GAHIGI:

Nous constatons certaines situations : le gouvernement s'est réfugié ici, il y a certains ministres qui ont trouvé refuge ici à Kigali.

Etienne MVUYEKURE:

Oui.

Gaspard GAHIGI:

Et d'autres sont restés sous la direction du Premier Ministre, Madame KINIGI.

Etienne MVUYEKURE:

Hum,

Gaspard GAHIGI:

Nous avons entendu le discours qu'elle a prononcé à la radio avant-hier. A votre avis, est-elle du même bord qu'eux? Rentre-t-elle chez elle? Travaille-t-elle avec ces personnes? Qu'en est-il selon vous? Soutenez-vous le gouvernement en place dirigé par Madame KINIGI ou celui qui est en exil? Quelle est votre opinion?

Etienne MVUYEKURE:

Oui, je vous remercie. En réalité, que se soient les ministres du gouvernement qui sont ici à Bujumbura, que se soient les ministres qui sont à Kigali, ce sont tous des réfugiés parce qu'aucun d'entre eux n'habite sa propre maison, ne rentre chez soi.

Gaspard GAHIGI:

K0226864

Eh, où habite donc Madame KINIGI, où vit Madame KINIGI en réalité?

Etienne MVUYEKURE:

Nous venons d'apprendre qu'elle réside au même endroit que certains autres ministres,

Gaspard GAHIGI:

Hein ...

Etienne MVUYEKURE:

A l'ambassade de France ici à Bujumbura. Mais pour ce qui est du discours qu'elle a prononcé, même si les autres ministres se sont exprimés également, nous n'avons pas été satisfaits au sujet d'un petit détail. En effet, dans son discours, le Premier ministre Madame KINIGI n'a pas bien expliqué la façon dont les militaires allaient protéger le gouvernement pour qu'il puisse fonctionner, les modalités du déploiement de ces forces armées et elle a déclaré que ces militaires ne viendraient que lorsque toutes les autres possibilités seraient épuisées. Mais les autres ministres dont nous soutenons l'opinion sont d'avis que rien ne peut être fait tant que des forces de protection ne seront pas sur place.

Gaspard GAHIGI:

Oui. Certaines personnes souhaitent que l'armée burundaise soit dissoute et qu'une nouvelle armée soit constituée. Étant donné votre qualité d'homme politique, soutenez-vous cette proposition?

Etienne MVUYEKURE:

Il faut dire que, nous n'avons pratiquement plus d'armée ici au Burundi, nous avons toujours simplement essayé de voir s'ils allaient se corriger. Maintenant, il est clair que cela est devenu impossible.

Pour ce qui nous concerne, l'armée nationale devrait être dissoute et une nouvelle armée créée parce que nous n'avons aucune confiance dans l'armée actuelle.

Gaspard GAHIGI:

Oui, mais il y a d'autres informations selon lesquelles "le groupe de militaires qui a fait le coup d'Etat souhaiterait remettre le pouvoir et demander l'amnistie". L'auriez-vous appris?

Etienne MVUYEKURE:

Oui. Nous l'avons appris par les stations de radio comme les autres. Pour commencer, ils parlent d' "un groupe", d' "un groupe de militaires". Nous ne pouvons pas cautionner l'assertion selon laquelle il s'agirait d'un petit groupe. Et c'est ce genre de discours qui nous a toujours causé des problèmes. C'est le discours que le parti UPRONA a toujours tenu, qu'ils ont toujours tenu pour mentir à la population. Il ne s'agit pas d'un petit groupe, parce que si ce groupe était réellement petit, il ne se serait pas dispersé partout dans le pays en si peu de temps. Si cela avait été le cas, les autres militaires l'auraient affronté et l'auraient vaincu.

Gaspard GAHIGI:

Hum.

Etienne MVUYEKURE:

Pour nous donc, il ne s'agit pas d'un petit groupe, il s'agit de (inaudible) l'armée, cette armée du parti unique UPRONA, cette armée composée du seul groupe ethnique Tutsi, c'est cette armée qui a assassiné notre Père.

Gaspard GAHIGI:

Eh (interférence de voix)

Etienne MVUYEKURE:

Et alors,

Gaspard GAHIGI:

Eh

Etienne MVUYEKURE:

En fait les criminels qui disent qu'ils veulent remettre le pouvoir à qui de droit, ne le font pas de gaieté de cœur ; c'est plutôt parce qu'ils ont échoué.

Gaspard GAHIGI:

Hum.

Etienne MVUYEKURE:

Ils ont échoué, ils n'ont pas atteint leur objectif.

Gaspard GAHIGI:

Oui.

Etienne MVUYEKURE:

Et pour ce qui est du pardon, on ne demande pardon qu'après avoir reconnu la faute. Il faut d'abord qu'ils reconnaissent leur faute, qu'ils le disent à ceux qui en sont victimes. Ce n'est pas seulement contre moi MVUYEKURE qu'ils ont péché, ce n'est pas non plus contre le chef de l'État qu'ils ont assassiné, bien sûr qu'ils ont péché à son égard, mais

K0226867

c'est à nous tous les Burundais qu'ils ont fait du tort. (interférence de voix) ils demandent pardon, et pour finir, qu'ils se prosternent devant nous tous les Burundais.

Gaspard GAHIGI:

K0226868

Oui, vous dites qu'“ils ont péché”, qu' “ils ont échoué”. Mais ...selon les informations que nous recevons “le peuple burundais est en train de périr”. A votre avis, que faudrait-il faire pour que le Burundi se relève, pour que la paix revienne?

Etienne MVUYEKURE:

Je vous remercie. Ce qui est urgent, c'est que nos amis, la communauté internationale comprenne notre souffrance et nous aide à sauver la vie de nos citoyens, la vie de tous les Burundais. Ensuite, nous les Burundais, nous pourrions alors régler nos problèmes comme nous l'avons fait par le passé.

Gaspard GAHIGI:

Oui, vous dites: “qu'ils nous aident”. Qu'ils vous aident en quoi ...quelle assistance souhaitez-vous recevoir afin que la paix soit rétablie?

Etienne MVUYEKURE:

Nous avons seulement besoin d'une assistance militaire, afin que ces militaires qui sont en train de tuer les membres de la population déposent les armes, regagnent leurs casernes et accordent un répit à la population, (inaudible) ainsi, nous pourrions régler les autres problèmes mais sans verser du sang.

Gaspard GAHIGI:

Excellence Etienne MVUYEKURE, nous vous remercions et demandons à Dieu de vous aider et d'aider tous les Burundais pour que la hache de guerre soit enterrée, que vous retrouviez la paix et le chemin de la démocratie que vous aviez amorcé.

Etienne MVUYEKURE:

Je vous remercie également; nous aussi, nous faisons la même prière.

Gaspard GAHIGI:

Courage.

Kantano HABIMANA:

... Emettant de Kigali. Il est dix huit heures et treize minutes dans nos studios. Il y a eu un peu de pluie, les gens sont joyeux ; si vous n'avez pas la paix, confiez-vous en Jésus, pour ceux qui croient ...c'est le seul refuge, parce que Jésus est invisible, il faut simplement y croire, en Jésus.

Ce soir vous êtes avec Philippe MULONDA MBILIZI, animateur en langue française et Kantano HABIMANA, animateur en langue kinyarwanda. Continuez donc à passer une bonne soirée. Comme je viens de le dire, vous êtes en compagnie de Philippe MULONDA MBILIZI pour la langue française et de Kantano HABIMANA pour le kinyarwanda. Je vais continuer à vous faire-part de nouvelles, spécialement les nouvelles du Burundi comme d'habitude. Je vous lirai également des communiqués, et nous aurons des émissions chaudement animés cours de cette fin de semaine. Pour ceux qui ne regardent pas la télévision, nous allons veiller ensemble jusqu'à 22 heures. Restez à l'écoute de la radio RTLM; c'est très animé, je vais même enlever ma chemise, il y a de la fraîcheur ... de la joie mais aussi du chagrin, c'est plutôt le chagrin qui règne.

Quelqu'un nous a dit: "Pourquoi mettez-vous de la musique vive?" Il ne faut pas nous en vouloir, nous à la RTLM, nous espérions [inaudible, sous le fond musical] nous avons préparé de la musique animée mais nous avons oublié ce proverbe qui dit que "l'homme

espère la paix alors que le malheur passe la nuit en chemin"! A l'avenir, nous allons également prévoir des chansons tristes parce que la vie est faite de joies et de chagrins.

Restez donc à l'écoute de la radio RTLM, vous êtes en compagnie de Philippe MULONDA MBILIZI pour le français et de Kantano HABIMANA pour le kinyarwanda. Des nouvelles toutes récentes, concernant en particulier le Burundi, des communiqués ... Continuez à nous téléphoner pour nous faire-part de vos idées afin que votre radio continue à vous divertir. Écoutez de la musique (musique).

Philippe MULONDA MULONDA :

... Mille collines, Kantano vient de vous le dire, l'équipe de ce soir est composée par lui et par moi-même Philippe Mbilizi Mulonda. Je vous rappelle que vous écoutez la Radio télévision libre des Mille collines, nous sommes ensemble jusqu'à 22 heures et ce soir nous vous proposons un programme très très alléchant parce que nous allons vous parler de la situa... de l'évolution de la situation au Burundi, nous allons en profiter aussi pour vous passer quelques communiqués et bien sûr vous aurez droit à quelques commentaires et toute à l'heure à 18 heures 30 j'ai prévu pour vous une émission en français avec un... le chef de délégation du Comité international de la Croix-Rouge au Rwanda, monsieur Philippe GAILLARD, vous savez que ee il va nous parler des problèmes que posent les mines et la ... le Comité international de la Croix-Rouge a publié récemment un document à ce sujet. Mais le principal ce soir c'est l'évolution de la situation au Burundi. A tous et à chacun bonsoir et d'abord bon week-end de toutes les (inaudibles). Nous vous proposons (sic) d'abord peu de musique.

PHILIPPE GAILLARD :

Le Comité international de la Croix-Rouge en tant que promoteur du Droit international humanitaire, des droits de la guerre finalement essaye de sensibiliser et de responsabiliser en particulier les Etats sur les dangers que représente l'usage des mines.

Philippe MULONDA MBILIZI :

Philippe Gaillard, chef de délégation du Comité international de la Croix-Rouge au Rwanda.

Philippe GAILLARD :

Je crois que ce qu'il faut bien mettre en tête, ce que une mine est absolument aveugle. Qu'une mine est beaucoup plus aveugle qu'un fusil par exemple. Parce que lorsqu'un soldat a un fusil dans les mains il peut choisir sa cible et si ce soldat connaît les règles minimales de combat, en principe ce soldat va choisir comme cible un soldat ennemi ou un combattant ennemi mais jamais un paysan ou une femme ou un enfant. Tandis qu'une mine est absolument aveugle, la mine ne fait pas de différence entre le pied d'un paysan, le pied d'un enfant, le pied d'une vache ou le pied d'un combattant. Il y a donc un immense danger avec l'usage des mines e... c'est le danger d'un d'indiscrimination de l'usage de... des armes. Et force est de constater depuis des années que l'usage des mines a lieu dans d'innombrables pays au monde, je pense en particulier en Afghanistan, je pense au Cambodge, je pense au Mozambique, je pense en Angola et dans une moindre mesure au Rwanda parce que le problème est quand même de dimension réduite au Rwanda par rapport aux pays que j'ai nommés. Ee, ce qui est inquiétant par exemple

K0226872

c'est de savoir que selon nos propres statistiques, selon les statistiques du Comité international de la Croix-Rouge, en Angola il y a eu à ces jours 20.000 personnes amputées. La majorité d'entre-elles sont des civils. Ce qu'il faut savoir c'est qu'en Afghanistan, dans 50 ans il y aura encore des enfants des paysans qui vont sauter sur des mines parce qu'on estime qu'il y a plusieurs dizaines de millions des mines qui ont été déversées sur l'Afghanistan pendant l'occupation soviétique. Le problème est semblable au Cambodge et ce qui est dramatique quelque part, c'est que comme je le dis dans mon mémorandum que j'ai adressé ici à la presse rwandaise aux militaires rwandais, aux plus hautes instances du Front patriotique rwandais, aux missions diplomatiques et aux différents ministères, c'est que ceux qui paient le plus la facture de l'usage des mines, ce ne sont pas tellement les combattants, ce sont les civils. Ce qui est dramatique aussi c'est que les mines tuent plus des civils après la guerre que des combattants pendant la guerre.

Philippe MULONDA MBILIZI :

Ecoutez la Radio télévision libre de mille collines, émission « document. » Une présentation une fois de plus de votre serviteur Philippe Mbilizi Mulonda. Il vous souviendra chers amis auditeurs qu'en septembre dernier le Comité international de la Croix-Rouge a publié un mémorandum sur les mines. Monsieur Philippe Gaillard qui est le chef de délégation du Comité international de la Croix-Rouge au Rwanda est l'un des rédacteurs de ce rapport sur les mines et si nous faisons allusion à ce rapport chers amis auditeurs nous pouvons dire qu'au Rwanda le temps de se frotter les mains ne pas encore arrivé. N'est-ce pas Philippe ?

Philippe GAILLARD :

K0226873

Je ne sais pas s'il appartient à un Muzungu de parler de la situation au Rwanda je crois que....

Philippe MULONDA MBILIZI :

Justement ce que vous, vous avez constaté en ce qui concerne les mines.

Philippe GAILLARD :

Je crois que les Rwandais sont les mieux à même pour répondre à cette question, je crois qu'à ce stade on a tout lieu d'être quand même malgré toutes les difficultés, d'être optimiste quant à l'avenir du Rwanda, un accord de paix a été signé le 4 août, mon souhait le plus cher c'est que le Rwanda puisse se remettre le plus vite possible des cicatrices de la guerre, qu'on puisse avec l'indispensable aide des bailleurs de fonds procéder à des programmes de réhabilitation de relance économique et je crois que une des toutes premières mesures qu'il faudra prendre à.... J'aimerais que les Forces Armées rwandaises et que le Front patriotique rwandais y travaillent déjà, c'est de déminer les champs qu'ils ont minés, en particulier sur la frontière, entre la zone démilitarisée et l'actuelle zone contrôlée militairement par le Front patriotique rwandais. Nous faisons régulièrement le tour des hôpitaux au Rwanda et je peux vous assurer que depuis le 4 août, jour de la signature des accords de paix, il y a des dizaines des civils déjà, les paysans, les femmes, des enfants qui ont.....

Philippe MULONDA MBILIZI :

K0226874

Philippe, je voudrais que... parce que vous venez de parler des victimes de ces mines, je voudrais un peu que vous reveniez un peu sur les régions beaucoup plus en détail qui sont minées pour avertir la population ? Orateur : Philippe Gaillard.

Alors j'indique dans mon mémorandum, sur la base des informations que j'ai obtenues... que j'ai pu obtenir grâce à la collaboration des Forces armées rwandaises, du Front patriotique rwandais et du groupe d'observateurs militaires neutre, le GOMN. En ce qui concerne la région de Byumba e... je ne l'ai pas vérifié moi-même mais officiellement on dit que la route qui mène de Byumba jusqu'à Bwisige e... en fait depuis la... le carrefour de Bisika jusqu'à Bwisige serait miné. Vous pensez bien que moi je ne me suis pas amusé à aller avec mon véhicule ou avec un camion sur cette route pour voir si c'était effectivement minée.

Philippe MULONDA MBILIZI :

Vous exploseriez avant de publier ces informations.

Philippe GAILLARD :

Tout à fait, et je ne... je pense comme tout un chacun au Rwanda : aucune intention de mourir, ni aujourd'hui ni demain. J'estime que les gens qui ont posés les mines, que ce soit les Forces armées rwandaises ou le Front patriotique rwandais, sur cette route comme ça semble être le cas doivent au minimum faire... à prendre une mesure à ce stade ce que s'ils ne sont pas dans la capacité technique de déminer cette route c'est au moins d'informer le ...l'opinion publique en particulier la population civile qui vit dans ces

endroits e... des différents lieux où se trouvent les mines afin qu'on évite après la signature des accords de paix d'avoir des morts et des blessés inutiles. A ma connaissance aussi la... e... la frontière au nord de Byumba entre la zone FPR et la BNZ e... a été minée à ma connaissance d'une part par le FPR d'autre part par les Forces armées rwandaises, il y aurait donc deux lignes de mines et vous le savez aussi bien que moi les gens ont commencé à rentrer, (inaudible) tous rentrer chez eux dans la zone démilitarisée mais je peux vous assurer qu'il y a des gens qui vivent très proche de cette frontière avec la zone FPR e... dans la zone de Byumba Est et qui en allant trav... en voulant retourner sur leurs champs pour semer les haricots ou la patate douce e... sont victimes des mines. Je sais que les paysans ont trouvé un truc qui consiste à brûler les champs de façon à faire exploser les mines. Alors on sait e... ce sont les techniciens qui les savent que cette méthode-là suffit pour faire sauter environ le 50% c'est-à-dire la moitié des mines. Reste l'autre 50% et là il y a des dégâts sans doute considérables qui vont être causés aux populations civiles. Il est grand temps encore une fois le... les anciens ennemis, les Forces armées du Rwanda et le FPR se mettent ensemble pour discuter de cette question, pour échanger les informations et pour procéder ensemble avec sans doute un appui international nécessaire, je pense notamment aux forces internationales neutres qui devraient arriver d'ici quelques semaines au Rwanda, procèdent au déminage exhaustif de ces zones, On a un phénomène similaire qui se présente du côté de la sous-préfecture de Kirambo, à ma connaissance le... l'axe qui mène de la petite route qui mène de Kirambo à Kabona serait miné, les abords du marécage, des marais entre Butaro et Nyamugali seraient minés, je tiens cette information de la part des Forces armées rwandaises et... et enfin le petit (inaudible) de route qui

K0226876

mène de Kirambo jusqu'au carrefour à la hauteur de Rwanga serait miné, je sais en tout cas que personne n'utilise cette route et que tout le monde fait le détour depuis le carrefour de Rwanga jusqu'à Bisaka pour ensuite retourner sur Kirambo. Alors, je ne prétends pas que ces informations soient exhaustives e... je pense qu'il y a beaucoup plus de champs minés que ceux-là, moi j'ai fais avec les informations que j'avais, le travail que j'estimais devoir faire, c'est-à-dire une espèce de campagne de sensibilisation des problèmes qui se posent dans ces régions surtout à un moment où les gens sont, en ce qui concerne la zone démilitarisée, rentrés chez eux à 95%, et puis un moment où quand même je vois l'espoir des gens sont originaires de la zone incontrôlée (sic) militairement aujourd'hui encore par le FPR, les déplacés de la première vague ont quand même un sérieux espoir de rentrer chez eux dans les mois qui viennent, je pense qu'il faut prendre d'ores et déjà des mesures très concrètes pour favoriser le retour de ces gens, rétablir la confiance entre la population civile et les combattants.

Philippe MULONDA MBILIZI :

Quels sont les problèmes auxquels vous vous êtes heurté lors de vos enquêtes ?

Philippe GAILLARD :

Non, je ne pas eu des problèmes majeurs à m'être heurté lors de mes enquêtes, je suis... j'ai procédé de la façon suivante : on a parlé du thème des mines avec le Front patriotique rwandais qui nous a donné les informations de type général, j'ai procédé de la même façon auprès de l'état major des Forces armées rwandaises qui m'a aussi donné des informations de type général. Alors, ni le FPR, ni les Forces armées rwandaises n'ont

remis au Comité international de la Croix-Rouge e... leurs plans de ... des mines. C'est évidemment je sais que ces plans ont été remis à la mission de reconnaissance onusienne qui est venue ici au Rwanda avant août et qui était dirigée par le général Dallaire. Je sais que la mission de reconnaissance onusienne est partie à New York avec tout un dossier à extrêmement précis sur les endroits minés. Et je pense qu'une des responsabilités premières de l'ONU ou des Casques bleus lorsqu'ils seront en place au Rwanda e... ça sera de faire tout son possible pour informer le... de la façon la plus précise possible l'opinion publique mais surtout les populations civiles qui vivent dans ces zones, des endroits minés, de façon à éviter des drames que je considère comme vraiment inutiles et superflus la guerre étant terminée.

Philippe MULONDA MBILIZI :

Est-ce que vous ne pensez pas qu'il y a encore quelque chose à dire sur les mines ?

Philippe GAILLARD :

Que puis-je vous dire d'autre sur les mines mon Dieu que c'est sans doute aujourd'hui un des fléaux le plus grave que connaissent les populations civiles lorsqu'elles traversent une période de... ou lorsqu'elles connaissent un conflit armé e... que la plupart des victimes des mines sont des civils, sont les enfants ne sont pas les combattants que on sait d'ores et déjà qu'en Afghanistan où on a déversé de millions des mines dans 50 ans il y aura encore des enfants qui eux mourront ou qui sont blessés par les mines qu'en Angola lorsq...

Fin la cassette.